

EMMANUEL

Paris (13e) le 13 juin 1972
53 Rue de l'Amiral Mouchez

Cher M. Wallenstein,

Je suis vraiment confus de répondre avec un si grand retard à votre lettre du 20 mars. D'une part, votre pli, je l'ai trouvé chez moi à la fin du mois d'avril, c'est-à-dire à mon retour du Congo-Kinshasa et de la République Centrafricaine, où j'avais effectué un séjour d'environ un mois. D'autre part, j'ai dû, pendant le mois de mai, remplacer inopinément un professeur ami à Nanterres, ce qui me faisait, avec l'I.E.D.E.S. et PARIS VII, trois universités à servir. Si vous ajoutez à cela les examens de fin d'année vous me trouverez peut-être quelques excuses.

J'ai beaucoup aimé vos papiers et je suis tout à fait d'accord avec vous sur les grandes lignes. J'ai particulièrement noté la description que vous faites et qui me semble très juste des circonstances qui ont entouré, et conditionné même, l'abolition de l'esclavage, ^{laquelle} ~~qui~~ n'a fait que substituer le travail plus ou moins forcé dans les plantations et mines locales au même travail outre-mer. Je peux également vérifier par ma propre expérience personnelle les analyses que vous faites, et qui sont saisissantes de vérité, de l'élite des "clercs" africains et de ses motivations, où le tribalisme n'est en fin de compte qu'un prétexte pour le régionalisme et le sécessionnisme. En fait, il s'agit là du cas "bureaucratique" le plus pur. L'Etat, fin en soi. Comme vous le dites si bien, les options ne peuvent être dans ce cas que celles d'un "government that wishes to stay in power".

Votre XVIIe siècle m'apporte beaucoup d'éléments nouveaux, mais peut-être un peu trop nombreux et trop enchevêtrés dans ce condensé de vulgarisation pour étayer une théorie de la "révolution industrielle". Je ne vois pas clairement le facteur principal qui a déterminé en dernière analyse l'avance de l'Angleterre, la régression de la Pologne, le blocage de l'Italie du Nord, le retard de la France. Serait-ce l'Etat fort, centralisé, "technocratique" de la monarchie absolue? Mais alors c'est plutôt

la France qui aurait dû démarrer la première.

Je crois qu'en dernière analyse le problème de la révolution industrielle est un problème d'élévation de la productivité agricole au-delà d'un certain seuil, donc - hormis une voie socialiste qui brule les étapes - un problème d'introduction de rapports capitalistes dans l'agriculture.

S'il en est ainsi, il n'y a que deux moyens d'y parvenir: transformer directement la propriété éminente du seigneur en propriété capitaliste, ou transformer la tenure paysanne en propriété bourgeoise et attendre que les rapports marchands la dissolvent d'eux-mêmes - par la prolétarianisation des uns, l'enrichissement des autres - et la transfèrent en propriété capitaliste. Dans les deux cas, il faut passer, qu'on le veuille ou non, par l'expropriation des paysans, immédiate et violente dans le premier, lente et évolutive dans le second.

Et c'est ici qu'on rencontre le facteur politique du rapport des forces du moment. La classe bourgeoise révolutionnaire ne peut combattre sur deux fronts. Ou bien, elle fait un compromis avec les féodaux et exproprie à deux les paysans (cas anglais), ou elle s'appuie sur les paysans et abolit les droits des féodaux (cas français). Dans le premier cas, la "révolution" est pacifique sur le plan politique et, aussi paradoxal que cela puisse paraître, elle devient par là intégrale sur le plan économique et permet aux forces productives de faire un bond en avant. Dans le second, la révolution politique est radicale et c'est par là qu'elle met en place un système hybride où l'agriculture précapitaliste, parcellaire, devient un frein, une tare et une hypothèque pour l'avenir.

Je ne sous-estime pas l'importance du montant global du commerce. Dans mon ouvrage, je dis que ce n'est qu'en période de plein-emploi ou quasi-plein-emploi (comme celle, tout à fait exceptionnelle, que nous vivons actuellement), que les pays capitalistes commencent à s'intéresser aux termes de l'échange. En période de sous-emploi et de dépression ils s'intéressent à vendre plus

et à "undersell" ~~leurs~~ leurs concurrents, plutôt qu'à vendre plus cher. Et leur besoin de débouchés est tel qu'ils vont même parfois jusqu'à accepter de vendre, non seulement pour peu, mais pour rien du tout, pour des créances douteuses ou carrément irrécupérables, pour des dollars inconvertibles aujourd'hui, pour des marks-clearing (les pays balkaniques) avant la dernière guerre.

Ceci dit, je pense qu'il y avait un bon nombre d'autres raisons qui pouvaient contre-balancer chez les Américains leur désir de maintenir l'Europe dans sa position économique faible et par conséquent les inciter à lancer le plan Marshall, dont la moindre n'était pas la crainte de l'impact pacifique ou violent de l'U.R.S.S.

Il ne faut pas oublier non plus que c'est le plan Marshall qui a constitué le premier mécanisme d'installation du dollar dans les réserves des Banques Centrales européennes et a permis ainsi aux Etats-Unis de monétiser leur dette jusqu'à nos jours. Car, finalement, ce n'est qu'une partie de cette aide et des autres qui suivirent qui fut incorporée dans des valeurs réelles américaines, or ou marchandises, expédiées vers le reste du monde, et cela tout au début. Le reste constitua de simples jetons qui n'ont rien coûté aux Etats-Unis, tout en permettant, il est vrai, aux pays européens de jouer avec ces jetons le jeu du commerce international, faute d'être capables - dans cette période de faiblesse économique et de manque de confiance réciproque - de fabriquer les leurs propres.

Une fois mis en marche, ce système, devant irrévocable, a permis, au contraire, aux Etats-Unis d'acquiescer des valeurs réelles dans le reste du monde et y financer ^{leurs} ~~xxx~~ guerres avec leur propre monnaie, c'est-à-dire, avec des reconnaissances de dettes, lesquelles, de par leur monétisation sur le plan international, ne doivent jamais être remboursées.

Très cordialement à vous